

LE SALAIRE DE LA PEUR :

TRAVAIL, ÉTAT, DÉPENDANCES ET CIRCULATION MONÉTAIRE EN OUZBÉKISTAN

Laurent BAZIN

L'interrogation scientifique générale qui guide la rédaction de ce chapitre peut être brièvement formulée de cette manière : en quoi l'observation des modes de circulation de l'argent et des représentations qui leur donnent sens permet-elle de comprendre les changements sociaux contemporains dans des univers localisés ? Peut-elle contribuer à analyser la manière dont ces dynamiques sociales singulières s'articulent aux mutations économiques, à la transformation de la souveraineté des États, et plus généralement, à l'ensemble des processus qui s'opèrent à l'échelle mondiale et définissent ce qu'il est convenu d'appeler la globalisation ? L'exposé ne sera pas abstrait mais fondé sur la présentation de résultats de recherches ethnologiques en Ouzbékistan. La logique de l'exposé prend la question en quelque sorte à rebours : pour la traiter, il est d'abord essentiel de cerner ce que l'on entend par globalisation, puis d'examiner la position qu'occupe l'Ouzbékistan dans ce cadre international. Après cet exercice préliminaire, il sera possible d'exposer les résultats d'enquêtes de terrain qui ont porté sur l'observation de différentes situations de travail.

La globalisation et ses expressions paradoxales en Ouzbékistan

L'Ouzbékistan apparaissant à l'écart du développement du marché mondial et d'une dynamique générale de libéralisation, il est nécessaire d'essayer de préciser en quoi son évolution peut être néanmoins comprise comme une configuration symptomatique des processus qui caractérisent la globalisation. Si l'on comprend cette dernière comme la restructuration

contemporaine, à l'échelle mondiale, des rapports de domination sur la base d'une économie dite « de marché », alors elle repose sur trois mouvements que l'on peut très brièvement spécifier. Je serai succinct dans la mesure où j'ai déjà développé ailleurs des tentatives d'éclaircissement¹ et où la place manque ici pour un exposé plus complet.

Le premier de ces mouvements est l'effacement du communisme et l'extension à l'ensemble du monde du système politico-économique (et idéologique) du capitalisme. À partir de la fin des années 1970 en effet se profile progressivement un effacement des systèmes socialistes, soit par leur conversion à l'« économie de marché » (Chine dès 1977, Vietnam en 1986), soit par leur affaiblissement et leur effondrement (Europe de l'Est en 1989, URSS en 1991). Certes, l'expansion du capitalisme n'est pas nouvelle et a été largement théorisée et discutée, notamment par Marx et ses successeurs. Une caractéristique de la conjoncture internationale qui se met en place à partir des années 1970 tient toutefois à cette nouvelle extension « géographique » du capitalisme (mondialisation), qu'accompagnent la progression du néolibéralisme en termes idéologiques, ainsi que les mutations « internes » au système capitaliste.

Un second mouvement essentiel de la globalisation a trait à la prépondérance qu'y ont acquise les organisations internationales, en particulier la Banque mondiale et le FMI, depuis les prémisses jetées lors de l'implantation des plans d'ajustement structurel en Afrique et en Amérique latine, dans les années 1980. La globalisation se concrétise par une multiplication des organisations et traités régionaux ou internationaux, institués tout spécialement dans l'objectif de l'extension et de l'institutionnalisation du « libre marché ». La montée en puissance des organismes internationaux s'accompagne également du rôle accru et de la multiplication des ONG comme acteurs intervenant à la fois sur la scène internationale et dans les univers sociaux localisés. Ces institutions internationales ou transnationales constituent des vecteurs décisifs de la diffusion du marché et de l'élaboration des « normes globales » qui en assurent la « bonne gouvernance » ou en entreprennent la moralisation².

Le troisième mouvement est la dynamique « interne » de transformation du capitalisme, en particulier sa libéralisation et la prépondérance qu'y acquiert la finance (Orléan, 1998). Je ne vais pas développer ici plus amplement cette mutation bien connue et décrite par d'autres, sinon pour en signaler que les aspects « dérivés » pèsent en premier lieu sur les modes d'institutionnalisation et de protection du

1. En particulier Bazin (2003) ; Bazin, Benveniste & Selim (2004).

2. On se référera en particulier aux travaux de Bernard Hours (1998, 2003).

travail qui avaient été mis en place à la période antérieure. Alors que, des années 1920 aux années 1970, la conjoncture avait été dominée, sur tous les continents, par la stabilisation du travail salarié et l'institution de « classes ouvrières », le travail salarié (incluant la protection salariale) est, depuis la fin des années 1970, l'objet d'une déstabilisation plus ou moins brutale. Pour le formuler autrement, en reprenant les termes de Frédéric Lordon (2000), le « paradigme de la liquidité » tend à s'imposer sur le travail autant que sur le capital industriel, du fait même de l'hégémonie qu'exerce au niveau mondial la finance (et les fonds institutionnels) dont elle constitue la logique par excellence.

Ces trois points évoqués désigneraient l'Ouzbékistan comme un espace « hors mondialisation » tant le pays semble justement se tenir de plus en plus à l'écart des « nouvelles » dynamiques du capitalisme mondialisé, libéralisé et financiarisé : depuis près de quinze ans en effet, le régime politique neutralise les injonctions externes à la libéralisation, freine la progression du marché, entrave l'implantation du capitalisme — voire celle des investissements étrangers — et a fini par bannir purement et simplement les ONG, soupçonnées, à juste titre depuis la chute du régime géorgien en 2003, de constituer un réseau d'activités subversives encouragé par les fondations et agences américaines. Il n'est donc guère contestable que l'Ouzbékistan, ancienne marche « orientale » de l'une des grandes puissances qui s'affrontaient dans le cadre de la guerre froide, soit devenu une « périphérie » qui se tient éloignée du mouvement actuel d'expansion du capitalisme globalisé et financiarisé, voire qui tente de se soustraire à son emprise. En revanche, quelques remarques supplémentaires aideront à concevoir en quoi les évolutions contemporaines de l'Ouzbékistan peuvent être néanmoins considérées comme caractéristiques des processus liés à la globalisation.

La première remarque est que les ajustements économiques et institutionnels qui forment le cœur du processus de globalisation impliquent, dans le même mouvement, des bouleversements idéologiques qui ont trait non seulement au fonctionnement « légitime » de l'économie, mais aussi à la construction même de la légitimité de l'État. Autrement dit, le fait que la globalisation modifie les conceptions de l'économie et de ses rapports avec l'État signifie aussi un déplacement voire une inversion des modes de légitimation politique des États. Revenons sur la période précédente caractérisée par l'importance accordée à l'État dans la régulation de l'économie et des conflits de classe³. Elle s'ouvre dans les années 1920, après la première guerre mondiale, la révolution russe, la crise de 1929, l'irruption des mouvements fasciste et nazi. Cette

3. Voir par exemple les réflexions de Bruno Théret (2002).

conception de l'État se consolide à la suite de la seconde guerre mondiale, avec la prépondérance idéologique du marxisme, entretenue par l'existence de l'URSS. En ce qui concerne la question du rapport du politique à l'économie, l'État y est, sur de très larges parties du monde, y compris d'Europe occidentale, pensé à partir de son rôle essentiel dans la mise en œuvre du développement de l'économie (fondé en particulier sur l'industrialisation) et la modernisation de la société. La marche (forcée) vers l'industrialisation, aux conséquences parfois catastrophiques socialement, parfois ruineuses économiquement, avait caractérisé bien des pays depuis les prémisses soviétiques théorisées et mises en œuvre dans les années 1920. Ces constructions idéologiques, qui se matérialisent sous différentes formes dans les pays que l'on catégorise comme socialistes, en développement ou du « compromis fordiste » occidental, ne qualifient pas simplement un style de politique économique : ce dont il est question c'est bien la conception même de l'État, c'est-à-dire la base de sa légitimité, ou encore la forme de sa souveraineté et le domaine sur lequel s'exerce cette dernière.

À partir des années 1980, devant l'échec des politiques de développement et des pays socialistes, d'un côté, et les évolutions « internes » du capitalisme dans les pays dominants de l'autre, ces visions de l'État vont se restructurer progressivement autour de l'idée de « marché » (la mystique de son autorégulation, ressuscitée, prive évidemment les États de cette fonction). Avant la mise en œuvre des « réformes » dans les ex-pays socialistes, les « ajustements structurels » en Afrique et en Amérique latine, sans doute au moins autant que les « révolutions » libérales thatchériennes et reaganiennes, vont constituer les véritables laboratoires d'une transformation radicale des fondements idéologiques de l'État, de sa légitimité politique et de la nature de sa souveraineté.

* * *

Des cinq États d'Asie centrale qui ont surgi du démantèlement de l'URSS en 1991, l'Ouzbékistan est de loin le plus peuplé avec une population estimée à 26 millions d'habitants en 2005 pour un territoire, aux trois-quarts désertique d'environ 450 000 km². Son économie est basée sur la culture du coton (5^e producteur mondial, 2^e exportateur), mais aussi l'extraction de matières premières (or, pétrole, gaz, métaux etc.) tandis que l'industrie développée à l'époque soviétique est déclinante⁴.

4. En 2000, le PIB était estimé au niveau de 95 % de celui de 1990 (*Le Courrier des pays de l'Est*, 2001). Le rapport de la BERD de 2002 estimait le PNB par habitant à 255 \$ en 1994 (fin de la crise d'hyperinflation), 541 \$ deux ans plus tard, pour redescendre graduellement à

L'Ouzbékistan et les ex-républiques soviétiques voisines présentent des configurations intéressantes à observer dans le cadre des réflexions sur la globalisation. Il s'y joue en effet simultanément — au moins en apparence — la conversion des systèmes communistes au capitalisme et l'édification d'États souverains dans un « monde sans souveraineté » pour reprendre l'expression de Bertrand Badie (1999). Ces républiques faisaient partie de l'URSS, c'est-à-dire de l'un des États entièrement définis par son obédience idéologique au communisme : État et système idéologique emblématiques et instigateurs des tentatives de modernisation autoritaire qui caractérisent l'ensemble de la période 1920-1970 au niveau mondial, ainsi qu'on vient de le rappeler. Le développement de l'économie et la protection sociale, la modernisation des rapports sociaux étaient les bases principales de légitimation de l'État. La formation et la structuration d'une classe ouvrière ont été une des dynamiques fondamentales du pouvoir soviétique, à tel point que ce dernier avait même entrepris de transformer l'ensemble de la société en une classe ouvrière pour la réalisation future du communisme. Sans doute était-ce une fiction, qui doit être comprise comme telle, mais cette fiction, d'une part, fondait la légitimation de l'État sur le socle du travail, et d'autre part a conduit à l'une des formes les plus abouties de stabilisation de la main-d'œuvre dans le monde. De la sorte, dans la société soviétique l'État définissait le statut social et l'accès à certaines prestations (logement, santé, retraite, vacances, etc.) sur la base des positions des individus ou des groupes familiaux dans la sphère du travail et de la production.

L'effondrement de l'URSS a eu un effet idéologique et économique immédiat. Tout d'abord, la disparition de la référence communiste signifie l'évacuation de l'idée de modernisation autoritaire de la société par l'État comme base de légitimation de ce dernier. Les nouveaux États indépendants, et tout spécialement l'Ouzbékistan, tentent désormais de fonder leur légitimité sur des socles identitaires : l'État, aidé de ses savants, s'est, depuis l'indépendance, lancé dans une entreprise de glorification de l'identité ouzbèke, de son passé, de son présent et de son avenir. La magnificence de l'État ouzbek⁵ est recherchée dans le passé le plus lointain, afin de postuler un ancrage antique sur le territoire actuel de l'identité, de la culture, des traditions ouzbèkes et même celle de l'État (Laruelle, 2004, 2005). Il s'agit en effet d'amplifier ce que la politique et

237 \$ en 2001. Le rapport de l'année 2005 donne d'autres chiffres : 306 \$ en 2001 puis une progression jusqu'à 401 \$ en 2004 et 471 \$ en 2005 (projections).

5. Parmi les slogans officiels et les sentences du président de la république affichés partout ou scandés par les représentants de l'État, l'un des plus répandus pourrait se traduire comme ceci : « L'avenir de l'Ouzbékistan, c'est la grandeur de l'État » (*O'zbekiston kelajagi buyuk davlat*).

la science soviétique des nationalités avaient entrepris à partir des années 1920-1930, c'est-à-dire la séparation des persanophones (tadjiks) et des turcophones et la différenciation des sociétés turciques en « nationalités » distinctes, chacune d'elles se voyant attribuer une langue, une histoire, un corpus littéraire, une culture, un folklore, des traditions etc., ainsi que des structures administratives et politiques, selon un procédé très largement similaire à l'invention des nations européennes aux XIX^e et XX^e siècles (Roy, 1997). Toutefois, l'État soviétique « supranational » se justifiait par une production idéologique et rhétorique intense fondée sur un progrès incluant tant des aspects économiques et techniques (industrialisation, productivisme, réalisations économiques, prouesses technologiques) que la lutte contre les traditions, les religions, les rapports de parenté, rejetés dans l'archaïsme. Il faudrait sans aucun doute nuancer cette dernière proposition, mais le retournement qui s'est opéré après l'indépendance n'en est pas moins spectaculaire. Si l'ancien secrétaire du parti communiste d'Ouzbékistan qu'est l'actuel président de la république théorise explicitement dans l'un de ses nombreux ouvrages la nécessité d'une « idéologie d'État », celle-ci est désormais pensée comme idéologie « nationale », c'est-à-dire idéologie de la « nation ouzbèke » (Selim, 2007). Le pouvoir politique actuel a conservé de la période soviétique une rhétorique glorifiant les « réalisations de l'État indépendant » en lieu et place de celles du socialisme. Cette rhétorique se voit néanmoins contredite de manière criante par un déclin économique qui s'imprime très fortement dans la conscience d'une très grande partie de la population ouzbékistanaise. L'État tend désormais à magnifier les supposées traditions ouzbèkes dans lesquelles il voit un vecteur de sa propre légitimité et un facteur d'unification nationale (autant que source potentielle de division puisque fondé sur une fraction seulement de la population ouzbékistanaise). Il y trouve aussi un moyen essentiel de renforcer son emprise par le biais du contrôle social qu'exercent les « anciens » (*oqsoqol* : littéralement, barbe blanche) dans l'organisation des quartiers urbains ou ruraux (*mahalla*) réhabilités après l'indépendance comme institutions emblématiques des « traditions » (Pétric, 2002a).

Ainsi, l'Ouzbékistan, qui se présente comme un État très largement à l'écart du développement actuel du « marché mondial » et des flux de capitaux ou de marchandises qui le structurent, mais aussi des injonctions idéologiques globales à la libéralisation, apparaît néanmoins un exemple tout à fait significatif du renversement des modes de légitimation du pouvoir politique qui caractérise la conjoncture actuelle. L'évolution du pays, qui s'effectue dans le sens d'une marginalisation accrue, illustre toutefois parfaitement les processus en jeu dans la conjoncture actuelle de

globalisation du capitalisme et permet d'approfondir les réflexions et les connaissances sur l'articulation des phénomènes proprement économiques et politiques, ou idéologiques. L'État extérieur, modernisateur, fondant sa justification idéologique sur le progrès, le développement économique et antinomique avec de quelconques traditions perçues comme signes d'arriération, a ici totalement disparu, au sens propre, puisqu'il s'agissait de l'Union soviétique. Cette forme d'édification de l'État a donc cédé la place à une souveraineté qui se construit presque entièrement sur la base d'une autochtonie que le pouvoir politique s'efforce d'inventer et de promouvoir, revalorisant les traditions et accentuant les clivages « ethniques », « nationaux » ou « identitaires » (le terme importe peu) au risque de sa future désintégration. Cette caractéristique, qui apparaît très marquée dans ce cas précis, n'est cependant pas propre aux États postsoviétiques mais constitue une tendance répandue sur l'ensemble du monde⁶.

À titre d'exemple, malgré la distance géographique et une histoire socioéconomique et politique tout à fait dissemblable, une évolution très similaire se remarque de façon tout aussi spectaculaire en Côte-d'Ivoire où j'ai eu l'occasion de mener des recherches auparavant. Dans ce dernier cas, un renversement des formes de légitimation de l'État apparaît au début de la décennie 1990 et éclate brusquement au grand jour avec la notion d'« ivoirité » qui devient très vite le point de fixation des conflits politiques de plus en plus radicaux. L'État, après la mort d'Houphouët-Boigny (président de 1960 à 1993), a en effet tenté de trouver une légitimité sur la base d'une « autochtonie ivoirienne » auparavant inexistante. Aussitôt formulée, cette dernière a offert un catalyseur aux divisions politiques qui se sont amplifiées jusqu'à conduire à une situation de conflit armé. Notons au passage qu'en Ouzbékistan comme ailleurs, la justification d'un parti unique détenteur de la vérité et exerçant à ce titre le pouvoir (dont l'URSS était le modèle par excellence, mais caractérisant tout aussi bien la Côte-d'Ivoire d'avant 1990) est aujourd'hui écartée, de sorte que la dictature postsoviétique emprunte elle-même aux nouvelles normes internationales en se désignant d'emblée comme « démocratique » dans sa rhétorique propre (évacuant, évidemment, l'idée de « démocratie populaire »). Ainsi les écrits présidentiels sont-ils enseignés dans tous les établissements scolaires sous l'intitulé de « construction de la démocratie nationale ». Cette dictature répressive annihile cependant toute possibilité d'existence d'une opposition, organisée ou non, ou même simplement d'une parole divergente. Elle s'exerce de plus en plus brutalement et, tout spécialement

6. Bazin (2003) ; Bazin, Selim (2001) ; Bazin, Gibb, Selim (2007).

depuis l'écrasement sanglant de l'insurrection d'Andijon en mai 2005, se trouve mise à l'écart dans le jeu des relations internationales.

Au contraire des États voisins, le Kirghizstan et le Kazakhstan, qui ont mis en place très rapidement après l'indépendance une politique brutale de libéralisation et de privatisation (dite « thérapie de choc »), l'Ouzbékistan a freiné au maximum les « réformes » et demeure, près de quinze ans après le démantèlement de l'URSS, très largement étranger aux logiques du marché, voire à celles du capitalisme. Le terme de « transition graduelle » vers l'économie de marché est avancé pour justifier la politique économique menée. Cette idée de « transition », exhibée là comme ailleurs pour qualifier les évolutions économiques et politiques postsocialistes, s'avère dans ce cas particulièrement fallacieuse. Si les structures « collectives » soviétiques sont devenues obsolètes et si le communisme a disparu comme cadre de référence, les logiques qui régissent l'économie n'en sont pas pour autant « capitalistes », encore moins libérales. De fait, l'économie reste soumise au contrôle sourcilieux de la puissance publique ou de ses agents. La logique de la planification demeure en vigueur dans de larges secteurs, dont l'agriculture⁷, mais aussi l'industrie, y compris lorsque les entreprises ont été nominalement privatisées et/ou cédées partiellement à des capitaux étrangers. Signalons au passage que les investissements extérieurs (provenant principalement de Russie, de Turquie, de Corée...) demeurent peu importants⁸. Les objectifs de production fixés par l'État, toujours désignés sous le vocable de « plan » et de « normes » (de production), sont souvent redéfinis comme des « contrats ». L'usage de ce dernier terme se diffuse dans l'ensemble de la société comme une sorte de symptôme d'un maintien des pratiques autoritaires de l'État dans un nouveau langage empruntant à l'idiome des rapports marchands.

On donnera deux illustrations brèves de ces faux-semblants du marché. Les fermes collectives (*kolkhozes* et *sovkhozes*) ont été progressivement démantelées à partir de 1995 et ont aujourd'hui presque disparu, mais elles n'ont pas été l'objet de « privatisations ». La terre demeure propriété d'État ; son usage (sur des surfaces allant de parcelles de quelques hectares à plusieurs dizaines d'hectares, selon les régions) est concédé pour une période variable (10 ans, 30 ans, etc.) à des « fermiers » (*fermer*) sélectionnés par appels d'offres (*tender*) sur des critères qui

7. L'agriculture reste dominée par la production de coton à laquelle s'ajoutent — depuis l'indépendance — des efforts d'autosuffisance alimentaire tournés notamment vers la production de blé.

8. Selon les données publiées dans le dernier rapport de la BERD, les investissements étrangers directs atteignent un maximum de 167 millions de dollars en 1997 puis diminuent (65 millions en 2002) pour remonter à 180 millions en 2004.

excluent la grande masse des kolkhoziens « ordinaires » (niveau d'étude, connaissances agronomiques, détention de matériel agricole etc.). Les autorités fixent alors annuellement par « contrat » à ces nouveaux fermiers — qui sont très souvent les anciens notables du système « collectif » : chefs de kolkhozes, comptables, agronomes, cadres du parti, etc. — les surfaces à cultiver pour chaque plante (coton, blé, riz, etc.) et les « normes » de production à atteindre. Désignés couramment comme paysans riches (*boy dehqon*) les fermiers s'attachent, dans le cadre de relations de dépendance personnelle, une partie des anciens kolkhoziens demeurés sans terre, devenus « leurs paysans » (*dehqon*). Symptomatiquement, le statut de ces ouvriers agricoles s'avère très flou dans la conscience de la plupart des interlocuteurs rencontrés au cours de mes enquêtes. Les membres de la nouvelle élite rurale, fondée sur l'accaparement de l'usage de la terre, demeurent eux-mêmes étroitement assujettis aux autorités administratives et politiques, par le biais du « contrat » et des « normes » qu'il impose. Les fermiers sont regroupés dans des organisations (*shirkat xo'jaligi*) qui s'étendent sur le territoire correspondant aux kolkhozes démantelés (pensés à l'époque soviétique comme des unités à la fois topographiques, économiques et politiques).

La transformation du système des kolkhozes en exploitations « privées » n'a pas aboli le système de réquisition de la main-d'œuvre qui a cours lors de la campagne de cueillette du coton, de la fin du mois d'août à novembre : les élèves des écoles de plus de douze ans et les étudiants, encadrés par leurs professeurs, sont envoyés dans les champs de coton pour « aider les kolkhoziens » et, désormais, les fermiers. C'est chaque année un moment fort d'exaltation d'un héroïsme productiviste autour des objectifs fixés par « le plan ». Ainsi, en octobre 2005, le journal local d'un district de la province de Tachkent se consacrait presque entièrement à la récolte en cours du coton, distribuant les éloges aux fermiers et kolkhozes qui étaient en avance dans la réalisation des objectifs fixés par le plan, dispensant invectives et injures aux « traînants » ainsi publiquement désignés et humiliés. Les autorités politiques du district étaient remerciées pour avoir fourni aux deux groupements de fermiers (*shirkat xo'jaligi*) qui ont les premiers « franchi la ligne d'arrivée », les ramasseurs de coton⁹ qui leur étaient nécessaires.

9. *Paxtakor* (de *paxta* : coton). Le coton, dont l'Ouzbékistan est le 5^e producteur mondial, était la spécialisation dévolue au territoire dans la « division du travail » soviétique ; le *paxtakor* était donc la figure héroïque nationale centrale dans la rhétorique productiviste soviétique et le demeure partiellement. L'équipe nationale de football s'appelle toujours *Paxtakor*, ainsi que le stade dans lequel elle s'entraîne.

Outre les élèves et étudiants, 200 employés de l'hôpital central du district avaient été mobilisés sur l'un de ces domaines ; tandis que l'autre avait reçu le concours de 1 400 ouvriers du complexe sidérurgique de la petite ville voisine, sur les 9 000 salariés environ que compte ce site industriel. Ce dernier avait pourtant été privatisé plus de dix ans auparavant. Ces procédés de mise au travail des adolescents scolarisés et de réquisition de la main-d'œuvre saisonnière — transférée d'un secteur à l'autre de l'économie, public ou privé — illustrent ainsi de façon éloquente la pérennité de la contrainte de l'État par-delà le changement de statut des unités de production. Ils suggèrent également l'amplitude des rapports de servilité institués par l'État, dont les établissements d'enseignement en particulier, mais aussi les unités de production industrielles ou agricoles, sont à la fois le lieu et les agents.

L'économie, à l'image du pouvoir politique auquel elle demeure assujettie, est marquée en outre par une très grande opacité. À titre d'illustration, le directeur de l'une des banques internationales de développement (dont l'emprise reste d'ailleurs faible, car l'État est peu endetté) déclarait à l'ethnologue, lors d'un entretien en juin 2005, que l'économie ouzbèke était une « boîte noire » dont le fonctionnement demeurait inconnu. Il ajoutait que les statistiques économiques publiées officiellement par les institutions financières et bancaires internationales relevaient de compromis avec les autorités ouzbèkes sans grand rapport avec la réalité.

L'évocation de ces différents aspects de la trajectoire de l'Ouzbékistan postsoviétique vise à souligner un paradoxe apparent : l'Ouzbékistan est sans doute aujourd'hui un des États les plus réfractaires aux normes, supposées mener vers l'économie de marché, qui s'élaborent à l'échelle internationale et sont adoptées ou imposées avec plus ou moins de vigueur selon les contextes. Son évolution fait cependant apparaître deux phénomènes que l'on peut estimer très caractéristiques de la période qui s'ouvre dans les années 1980 et sont intrinsèquement liés à la globalisation économique. En premier lieu, l'inversion des significations sur lesquelles est édiflée la structure idéologique de la légitimation de l'État et de la construction de sa souveraineté. Le second phénomène que nous avons tout juste évoqué et que nous allons maintenant examiner plus

« Le temps n'attend pas, c'est pourquoi la récolte du coton devient le *hashar* du peuple » écrivait le journal qui désignait ces employés de l'hôpital comme *hasharchilar*. Le terme ouzbek *hashar* désigne l'institution « traditionnelle » d'entraide sous forme de travail collectif pour la réalisation de gros travaux tels que la construction d'une maison, encore en vigueur aujourd'hui dans les villages. Le pouvoir soviétique, avant l'État ouzbek, s'était abrité derrière cette institution pour justifier la réquisition de main-d'œuvre pour la récolte du coton, des travaux de nettoyage des routes, etc. (cf. Pétric, 2002b).

amplement, est la destruction des formes de stabilisation et de protection du travail salarié qui avaient été bâties à l'époque antérieure.

La pénurie et l'oppression

Les enquêtes que j'ai menées ont été centrées sur le travail principalement autour de deux pôles : une usine textile, des chantiers de construction. La première investigation a été conduite en 2004 (trois mois) auprès d'ouvriers d'une usine de filage ; leur trajectoire a été suivie lors d'un second séjour de terrain en 2005. Il s'agit de jeunes hommes et femmes (très majoritaires dans l'usine) âgés de vingt à vingt-cinq ans pour la plupart et qui résident dans les campagnes environnant Tachkent : tout un réseau de bus a été mis en place par l'entreprise pour les transporter quotidiennement de leurs villages à l'usine. Cette entreprise construite en 1999, dont le capital est à l'origine partagé par l'État ouzbek et un groupe industriel coréen (qui s'est retiré subitement en mai 2005), se présente comme une réalisation d'envergure, à prétention exemplaire. Elle employait environ 5 000 personnes avec un roulement d'équipes en 3x8 : de très nombreuses jeunes femmes y travaillaient donc de nuit. La seconde enquête réalisée en 2005 (6 mois) a été ciblée principalement sur des équipes d'ouvriers qui s'occupent de la construction des nombreuses maisons extravagantes et luxueuses que toute une nouvelle classe enrichie fait bâtir dans un des quartiers centraux de Tachkent. Elle a concerné également pour l'essentiel des jeunes hommes venus des zones rurales de diverses régions pour trouver des sources de revenus dans la capitale. Des investigations plus légères ont été menées de façon complémentaire sur d'autres sites : des marchés de main-d'œuvre sur lesquels hommes et femmes cherchent un travail journalier (*mardikor*), quelques ateliers de production en périphérie de Tachkent (boulangerie, usine de matelas), des villages dans plusieurs régions (kolkhozes et fermiers), un grand complexe sidérurgique situé à la frontière avec le Tadjikistan (évoqué plus haut).

Dans tous les cas, à l'exception de ce dernier site industriel, les fractions sociales concernées sont composées essentiellement de jeunes ruraux migrant à Tachkent. Il s'agit d'un phénomène nouveau et massif de la société postsocialiste. Il est corrélatif d'un mouvement tout aussi massif d'émigration, en particulier vers les autres ex-Républiques de l'URSS. Cette dynamique migratoire a concerné pour une part les citoyens non ouzbeks devenus des minorités nationales du fait de l'indépendance et que la politique d'ouzbékisation place en situation d'étrangers internes (russes, ukrainiens, tatars, coréens, kazakhs etc. ; de nombreux Allemands ont migré vers l'Allemagne et de nombreux juifs

vers Israël). Elle comprend également des migrations de travail qui touchent les fractions intellectuelles ou qualifiées, mais aussi une part importante des populations rurales appauvries (les statistiques manquent et sont peu fiables à propos de l'Ouzbékistan. Au Tadjikistan voisin, où la situation économique est plus difficile, on estime à un million sur une population d'environ six millions le nombre de personnes qui travaillent à l'étranger, principalement en Russie).

Ces terrains d'enquête sont donc significatifs d'un changement décisif des formes de recrutement et de mobilisation de la main-d'œuvre provoquées par la fin du système soviétique. L'ancienne classe ouvrière, rassemblée dans des quartiers d'usine et largement « cosmopolite » (au sens où elle comprenait beaucoup d'ouvriers originaires de toute l'Union soviétique) s'est décomposée après l'indépendance, moins à cause de vagues de privatisations et de licenciements que du fait de la désertion de nombreux salariés ayant émigré et/ou simplement découragés par les retards de salaires ou le manque d'activité des entreprises. Construite en 1999, l'usine textile sur laquelle a porté l'enquête apparaît tout particulièrement révélatrice du remplacement de cette ancienne classe ouvrière soviétique par une nouvelle couche sociale, beaucoup plus instable, composée de paysans en voie de prolétarianisation. Le monde rural, très affecté par le déclin économique des kolkhozes, puis plus récemment par leur démantèlement ainsi qu'on l'a vu plus haut, libère une importante « armée de réserve » à la recherche de sources de revenus. Ajoutons que le système d'enregistrement de la résidence qui était en vigueur à l'époque soviétique a été conservé, de sorte que toute cette population rurale qui tente de trouver en ville une rémunération se trouve en situation d'illégalité faute de pouvoir obtenir l'enregistrement (*propiska*) sur le passeport.

D'une manière générale, l'un des éléments qui apparaît avec récurrence lors des entretiens avec l'ensemble de ces interlocuteurs est le manque d'argent, ou encore le manque de liquidités. L'argent fait défaut, du fait des conditions de vie et de travail, du fait de la faiblesse des rémunérations et des revenus, ainsi que de la grande fréquence des retards de salaire. La pénurie d'argent liquide imprègne le fonctionnement de toute l'économie, à tel point que les administrations et les entreprises privées payent leurs salariés en retard non du fait d'une trésorerie défaillante, mais faute de parvenir à trouver des liquidités. Mais le manque d'argent structure également les représentations de l'État et de l'oppression qu'il fait peser sur la société ; c'est ce que nous allons essayer de faire apparaître.

En premier lieu donc, l'univers du travail « salarié » est caractérisé par l'effondrement des revenus depuis la fin de la période soviétique, par les retards de salaire presque systématiques dans le secteur privé ou public ainsi que par l'érosion des dispositifs de protection. Les salaires sont effectivement très faibles et affectés de très grandes disparités. On en donnera quelques indications. Dans l'usine de filage, considérée comme un bon employeur, les rétributions mensuelles nettes (après déduction des impôts sur le revenu et cotisations sociales regroupés sous le même terme d'« impôts ») s'échelonnaient de 20 000 soums (20 \$) pour les ouvriers des catégories inférieures à 50 000 soums (50 \$) pour les chefs d'équipe (appelés *master*). Elles étaient cependant variables en fonction du nombre d'heures effectuées, comprenant le calcul d'heures supplémentaires puisque les ouvriers travaillaient sans avoir de jour de repos. Dans d'autres entreprises, le salaire ne dépasse parfois pas 10 000 soums pour les ouvriers des catégories subalternes. Le salaire minimum était en 2004 d'environ 5 000 soums, 7 000 soums en 2005, et constituait en principe le salaire des ouvriers agricoles des fermes collectives ou des nouveaux « fermiers ». Les kolkhoziens ne percevaient cependant pas toujours l'intégralité de leur salaire, et il leur arrivait bien souvent de recevoir une compensation sous forme de denrée alimentaire (huile, farine, etc.), tandis que les paysans désormais employés par les « fermiers » ne touchent parfois pas plus de 3 000 soums mensuels... auxquels s'ajoutent des rétributions saisonnières lors de la récolte de coton (en fonction de la quantité ramassée). En comparaison, le salaire des petits employés de l'administration dans les campagnes (écoles, dispensaires, etc.) se situe en général autour de 10 000 soums, payés le plus souvent avec un retard de plusieurs mois. Les ouvriers de l'usine sidérurgique rencontrés en 2005 touchaient un salaire beaucoup plus élevé allant jusqu'à 200 000 ou 300 000 soums (200 à 300 \$). C'est le cas également des ouvriers-artisans des chantiers de construction de Tachkent (avec de grandes variations entre les équipes et les chantiers) tandis que leurs apprentis étaient rétribués entre 50 000 et 100 000 soums. Les plus qualifiés des techniciens qui intervenaient sur les chantiers pouvaient recevoir jusqu'à 500 000 soums en un mois.

Le passé soviétique est donc évoqué comme une période où les salaires étaient suffisants, où l'emploi procurait assez de revenus pour faire vivre une famille et constituer une petite épargne ou partir en vacances. De fait, ni les travailleurs rencontrés (souvent âgés de moins de 25 ans) ni surtout leurs parents plus âgés, ne se montrent enclins à retracer de façon précise les évolutions économiques et politiques des 20 dernières années. Répétons-le, dans le cas de l'Ouzbékistan, la déstructuration du

système d'emplois et de revenus n'est pas survenue comme effet de la libéralisation, de privatisations et de licenciements. Elle est plutôt le résultat d'une décomposition du système économique soviétique qui a entraîné une baisse d'activité des unités de productions industrielles ou agricoles (qui n'ont pas licencié leurs employés mais cessent régulièrement ou épisodiquement de les payer) tandis que les phénomènes d'inflation qui ont précédé et suivi la chute de l'URSS ont abouti à une diminution drastique des revenus effectifs (salaires ou retraites). Quatre ans après l'indépendance, la création d'une monnaie nationale (le soum) n'est pas intervenue comme symbole de souveraineté mais comme parade à l'effondrement du rouble. Cette crise monétaire extérieure a conduit à l'émission par l'État de « coupons », puis du soum, dont le cours vis-à-vis du dollar s'est mis aussitôt à décroître très rapidement. Sur ces phénomènes de pénurie, d'inflation rapide et d'érosion des revenus, qui ont profondément marqué la période entourant l'indépendance et entraîné des bouleversements économiques décisifs, l'ethnologue obtient néanmoins peu de précisions dans les milieux sociaux où se sont déroulées les investigations. D'une manière très frappante en effet, ces évolutions sont le plus souvent reconstruites sommairement entre un « avant » et un « après » l'indépendance. Cet « avant » politique et économique est presque systématiquement associé à un univers où il existait des emplois et des revenus monétaires suffisants. Dans ces visions, ce qui caractérise l'« après », c'est-à-dire l'Ouzbékistan indépendant, c'est le manque d'argent ou parfois également son absence de valeur (considérée par rapport au dollar, ou à l'ancien rouble, ou parfois en terme de pouvoir d'achat). Parce que cette structure des récits, qui partage l'histoire récente de manière dualiste et tranchée, renvoie implicitement toute difficulté économique (chômage, retards de salaire, faiblesse des revenus, migrations pour recherche du travail) à la période présente, elle tend à exprimer une désapprobation du pouvoir politique postsoviétique en l'associant à une pénurie d'argent. Avant d'expliquer cette proposition plus amplement, il est nécessaire de revenir sur les conditions politiques de production des discours recueillis dans le cadre de l'enquête, c'est-à-dire sur les modalités de réalisation des investigations de terrain.

Le régime ouzbek exerce un monopole strict et pesant de l'expression publique et interdit non seulement la critique du pouvoir mais aussi toute appréciation négative de la réalité socio-économique, qui contredirait sa rhétorique d'exaltation des « réalisations de l'indépendance » et de l'avenir radieux du pays. L'interdiction est évidemment diffuse, non déclarée, mais elle est très présente dans les consciences et est entretenue

par une peur omniprésente, généralisée, de la surveillance de chacun par d'éventuels agents de l'État et des risques de répression qu'entraînerait toute expression d'un désaccord avec le pouvoir politique. Cette véritable épouvante que le spectre de l'État suscite s'est accrue après la terrible répression de l'insurrection d'Andijon le 13 mai 2005¹⁰. Le vaste déploiement de propagande qui a suivi, que les dépositaires de l'autorité à tous les niveaux hiérarchiques ont été chargés de relayer (les enseignants, les notables des quartiers, etc.) ainsi que le renforcement des structures de surveillance, ont encore augmenté la pression angoissante exercée ainsi par les autorités publiques. De ce fait, non seulement l'ethnologue recueille durant les entretiens très peu de commentaires politiques ou de propos concernant le gouvernement, mais la seule évocation d'un phénomène social ou économique qui pourrait présenter une image négative ou apparaître comme un « problème » dénié par l'État (chômage, pauvreté, migrations, retards de salaire, divorces, etc.) prend immédiatement le sens, pour ceux qui l'énoncent, d'une déclaration politique. De tels propos, d'autant plus lorsqu'ils sont tenus devant un étranger, sont donc perçus comme transgressifs et font craindre des mesures de rétorsion.

Dans de telles conditions politiques, le regard porté sur la situation économique vient véritablement qualifier le pouvoir politique et exprimer implicitement le rapport entretenu à l'égard de ce dernier. Lorsque, auprès de l'ethnologue et de son assistant-interprète, certains interlocuteurs manifestent le désir de défier le pouvoir politique — bien à l'abri des oreilles extérieures dans leur habitation familiale — et de « dire la vérité », selon leur expression, ce sont des bribes de la situation économique qu'ils décrivent en guise de critique politique. Les déplacements des populations rurales les plus démunies en quête de ressources dans des conditions humiliantes et dangereuses sont alors très fréquemment évoqués. En premier lieu, il s'agit de l'apparition, après l'indépendance, des *mardikor* : hommes et femmes venus des campagnes qui se rassemblent sur les marchés ou les bords des routes en quête d'un travail ponctuel. La féminisation récente de ce phénomène, en particulier, est comprise comme un signe de déchéance nationale et source de honte. En continuité, vient l'évocation des migrations vers le Kazakhstan voisin où, selon l'image répandue, de nombreux Ouzbeks travailleraient « comme des esclaves ». Dans les deux cas, la logique est la même : elle consiste, en guise de défiance envers l'autorité politique de l'État (qui nie

10. L'armée a délibérément tiré sur la foule qui s'était rassemblée pacifiquement devant la mairie pour soutenir un groupe d'insurgés qui avait pris d'assaut la prison, qui en avait libéré les prisonniers et qui s'était réfugié dans la mairie.

ces phénomènes), à désigner l'appauvrissement, le chômage, la faiblesse des rémunérations et les retards de salaire comme la cause de situations dramatiques où la quête d'argent des plus pauvres, contraints à l'exil (dont des femmes), devient une source d'humiliation « nationale ».

De fait, les représentations de l'État sont construites sur la base de la pénurie d'argent : il n'apparaît en effet dans l'imaginaire, ni comme une institution redistributrice des richesses, ni comme le dépositaire d'une gestion des ressources nationales (personne ne commente jamais sa politique économique), mais véritablement comme une figure prédatrice qui tente de s'accaparer l'argent, de le retenir et de faire obstacle à sa circulation. Les pénuries de liquidités sont en effet récurrentes et seraient la cause des retards de salaire, les entreprises ou administrations ne parvenant pas à s'approvisionner en billets auprès des banques pour payer leurs salariés. Il arrive que des usines paient leurs employés en leur donnant des produits fabriqués dans leurs ateliers (par exemple des draps), dont la valeur d'échange sur les marchés voisins s'en trouve immédiatement dévaluée. La rumeur veut que cette situation de pénurie des espèces monétaires soit l'effet d'une volonté délibérée du gouvernement, qui donnerait comme instructions aux banques de retenir les billets dans leurs coffres pour réduire la masse monétaire et soutenir le cours de la monnaie locale face au dollar. Le système bancaire suscite lui-même une grande méfiance : l'opinion commune, bien au-delà des fractions sociales populaires auprès desquelles ont été menées ces enquêtes, est qu'il est très difficile, lorsque l'on a un compte bancaire, de sortir de l'argent, la banque y faisant obstacle¹¹. Lorsque, périodiquement, une pénurie de sous rend impossible de changer des devises étrangères, la rumeur attribue cet assèchement des liquidités au fait que l'État les accapare pour régler les salaires ou les retraites de ses fonctionnaires ou, comme c'était le cas après l'écrasement de l'insurrection d'Andijon en mai 2005, pour apaiser un mécontentement populaire. Après ce drame, il devint en effet impossible de trouver des sous pour changer de l'argent et l'on soupçonna aussitôt que la cause en était soit le paiement des salaires et retraites en retard dans la province

11. « Il n'y a pas de démocratie en Ouzbékistan — se plaignait amèrement un ancien ingénieur d'une usine alimentaire, qui était parti travailler un an comme ouvrier en Corée et qui, avec l'argent qu'il y avait gagné et économisé, s'était acheté une voiture pour travailler comme taxi — par exemple, si vous avez un compte bancaire, vous ne pouvez jamais toucher votre argent. Ça veut bien dire qu'il n'y a pas de démocratie chez nous » (entretien, juin 2005). Ces propos présentent une sorte de raccourci saisissant de ces constructions imaginaires de l'illégitimité de l'État qui se bâtissent sur la rétention d'argent, tout en s'articulant d'un côté à la rhétorique de régime politique (qui se désigne comme démocratique) et de l'autre aux injonctions des États occidentaux et des organisations internationales (qui associent libéralisme économique et politique).

d'Andijon (pour prévenir le déclenchement de révoltes ultérieures), soit encore la distribution de gratifications occultes aux chefs militaires et policiers ayant participé à la répression et au maintien de l'ordre.

La généralisation de la pratique des pots-de-vin, touchant en particulier la quasi-totalité des administrations et des institutions publiques, est un élément fondamental de cette construction de la « souveraineté monétaire » et de ses contradictions. Il y a bien sûr là probablement une très grande continuité entre les pratiques instituées au sein de l'URSS et celles qui se développent depuis l'indépendance, et cela n'est en rien spécifique aux pays de l'ex-URSS. La corruption caractérise néanmoins de fait les rapports entretenus face à l'ensemble de l'appareil d'État. Ainsi, si le système d'enseignement ou le dispositif de santé demeurent en principe publics et gratuits (en ce qui concerne les études supérieures, une partie des étudiants est admise sur « contrat » et doit régler des frais d'inscription), dans les faits, ils nécessitent la distribution de nombreux bakchichs : les malades doivent payer les médecins et les infirmiers pour être soignés, les étudiants candidats aux concours d'entrée dans les établissements supérieurs subornent presque systématiquement les responsables des examens ; la plupart des professeurs des collèges, universités ou instituts d'enseignement supérieurs négocient contre rétribution avec leurs étudiants les notes qu'ils leur donneront aux examens, ou encore la mention au diplôme, etc. Il en va de même pour accéder aux emplois dans la fonction publique et parfois dans le secteur privé. On négociera pareillement un dessous-de-table pour être exempté du service militaire... mais aussi pour être habilité à l'effectuer, à tel point que les autorités ont institué la possibilité de réduire le service à un mois contre paiement d'une taxe (qui s'ajoute aux dessous-de-table, mais ne s'y substitue pas). L'ensemble des formalités administratives, en particulier celles qui doivent être effectuées auprès des autorités policières (obtention d'un passeport, enregistrement de la résidence ou *propiska*, « visa de sortie » du territoire national, etc.) requièrent le versement de pots-de-vin souvent très élevés. Il n'est pas inhabituel, plutôt que de régler les taxes d'habitation, de gaz ou d'électricité, de corrompre les percepteurs chargés de les recueillir. Les agents de l'électricité peuvent tout aussi bien provoquer une « panne » le jour où une famille organise chez elle un mariage, au moment précis où les invités commencent à arriver, afin de monnayer le rétablissement du courant. Ajoutons que, si les frontières administratives internes à l'URSS sont devenues des frontières internationales, le pays s'est vu morcelé par l'apparition de points de contrôle de police et/ou de douane, à chacune des frontières de district, de ville et de province. Toutes ces frontières internes et externes

sont évidemment un moyen d'extorsion d'argent par les fonctionnaires de police ou de douane.

Ces pratiques de corruption sont donc généralisées et concernent en particulier l'ensemble de l'appareil d'État. On ne peut les comprendre que si l'on saisit qu'elles expriment la nature des rapports que les citoyens entretiennent avec l'État. En premier lieu, elles inscrivent dans l'expérience quotidienne que chacun a de l'État (à travers ses agents) cette figure prédatrice qui aspire l'argent et tente de se l'accaparer. Les fonctionnaires se montrent cupides parce que l'État (dont ils sont les employés et/ou les représentants) les paie trop peu et avec retard, selon l'explication courante et banale, mais aussi parce que leurs propres supérieurs hiérarchiques (les chefs de la police, les doyens dans les facultés, les chefs de services dans les hôpitaux, etc.) exigent d'eux qu'ils leur reversent, comme prébende, une partie de leurs « gains ». Mais ces pratiques manifestent aussi la distance entretenue vis-à-vis de l'autorité, qui se présente toujours comme potentiellement dangereuse et arbitraire. L'arbitraire, c'est-à-dire l'absence de règles légales, domine les esprits et intervient à la fois comme la raison et le corollaire de cette généralité de la pratique des pots-de-vin. En tant que médiateur des rapports avec un État distant et tyrannique dont il faut ménager les agents, l'argent est un signe de subordination et sa pénurie est le signe de l'oppression subie.

Du revenu du travail aux dépenses du mariage

L'arbitraire, la dépendance et l'instabilité marquent les rapports de travail, de façon plus prononcée dans les entreprises. Qu'il s'agisse du travail salarié ou « privé ¹² », on remarque en effet l'absence totale d'idée de droits ou d'un habillage juridique du travail de la part de ceux qui travaillent. C'est évidemment le cas par définition des *mardikor*, illégaux, harcelés par la police, qui vendent leur force brute de travail quotidiennement sur le bord des routes ou des marchés, « au jour la journée », selon l'expression chère à Robert Castel (1995). Ces hommes et ces femmes venus de zones rurales de toutes les provinces d'Ouzbékistan (en ce qui concerne les marchés de Tachkent) se regroupent souvent par demi-douzaine ou une dizaine pour louer un appartement où ils passent les nuits (loyer de 500 soums par nuit), attendant le jour sur les trottoirs que des passants viennent leur offrir un emploi pour la demi-journée, la journée, parfois quelques jours ou même plusieurs semaines. Il s'agit de travaux de ménage ou de nettoyage pour la

12. Significativement, les ouvriers du bâtiment désignent leur activité comme travail « privé », « personnel » (*xususiy ish*), par opposition à un travail « d'État ».

plupart des femmes (de travaux agricoles en zone rurale), de manutention (chargement/déchargement de camions, etc.) ou divers travaux dans le bâtiment pour beaucoup d'hommes. Les salaires journaliers sont compris entre 3 000 et 5 000 soums.

L'arbitraire, la dépendance et l'instabilité, l'absence totale d'idée de droits ou d'un habillage juridique du travail caractérisent tout aussi bien, du point de vue de ceux qui travaillent, l'usine de filage sur laquelle a porté l'enquête menée en 2004 (et poursuivie en 2005). Les ouvrières et ouvriers y subissaient une discipline dure, stricte, oppressante, supposée se rapporter aux pratiques en vigueur dans les usines de Corée d'où l'encadrement était originaire. Les ouvriers avaient interdiction de parler, de s'asseoir ou de se déplacer d'un atelier à l'autre ; ils étaient obligés, sous peine d'amende, de manger intégralement les repas servis à la cantine, que tous s'accordaient à juger immondes. Des retenues sur salaire (en terme de fraction de la rétribution journalière) sanctionnaient la moindre faute ; la menace d'un congédiement sans préavis planait en permanence sur chacun. Le turnover dans l'entreprise était en fait très rapide : d'un côté de nombreux renvois se produisaient constamment ; de l'autre côté, beaucoup des nouveaux paysans embauchés chaque mois désertaient rapidement un travail harassant, qui occupait de longues heures (huit heures par jour, auxquelles on peut ajouter quatre heures de transport, sans journée de repos) pour une rémunération toujours décevante.

Du point de vue des récits des ouvriers et ouvrières, une rupture hiérarchique nette sépare les catégories subalternes ouvriers, contremaîtres (appelés *brigadir*) et chefs d'équipe (*master*) de l'encadrement, dominé par la figure distante des Coréens et celle, encore plus lointaine, des directeurs (le sommet de la hiérarchie était dédoublé en un directeur ouzbek et un président coréen). Des propos recueillis, il ressort une absence quasi totale de communication entre la direction de l'usine et les ouvriers. S'il existe bien un syndicat, il ne viendrait à l'idée de personne (hormis son responsable) de le définir par la fonction de défendre les intérêts individuels ou collectifs des travailleurs, ni même de médiation entre la direction et les salariés. Son activité était associée à l'organisation des loisirs en camps de détente (très prisés à l'époque soviétique mais désuets dans une situation où tous travaillent sans jamais avoir de jours de repos) ainsi qu'à la mise en œuvre des récompenses distinguant les meilleurs ouvriers (primes symboliques dédaignées car considérées comme corrompues). Lorsqu'une sanction frappait un ouvrier, son seul recours possible était de tenter d'amadouer les cadres ou

la direction par la médiation du contremaître et/ou du chef d'équipe dont il dépendait.

Tout événement dans l'usine, toute décision de la direction se présentaient toujours comme imprévus et inexplicables aux yeux des ouvriers. Plus significativement encore, ces derniers ne mentionnaient jamais une durée réglementaire de travail ni l'existence d'heures supplémentaires doublement rémunérées en compensation des jours de repos travaillés. De la sorte, dans une situation où les rémunérations sont faibles et où la moindre variation peut s'avérer critique, les rétributions mensuelles, pourtant calculées de façon précise en fonction des heures de travail effectuées, apparaissaient à tous comme le résultat de décisions aléatoires et arbitraires, doublé de prélèvements abusifs (les taxes légales, le coût des repas pris à la cantine, etc.). La « découverte » du contenu des enveloppes, le jour de la paye, était une source de frustration. Autrement dit, la paye est l'occasion de reconstituer « la pénurie » dont nous avons vu précédemment qu'elle caractérisait l'ensemble de l'économie, plus particulièrement dans son rapport à l'État. Ajoutons que l'entreprise avait commencé en 2003 à avoir des difficultés à payer ses salariés à temps : les salaires étaient donc délivrés avec environ un mois de retard et à une date qui demeurait incertaine jusqu'au dernier moment.

La manière dont sont édifiées les perceptions de la rémunération, dans cette usine particulière, et dont elles sont articulées aux représentations et aux pratiques du pouvoir dans la vision qu'en produisent les salariés subalternes, présente donc un parallèle saisissant avec la constitution du pouvoir politique et administratif. Très clairement, si la rétribution ne peut être calculée, c'est parce que sa signification est replacée dans une relation d'oppression qui prolonge, dans l'univers du travail, l'oppression politique. Pourtant, si cette entreprise était bien directement dépendante de l'État (actionnaire à 51 %), les ouvriers considéraient généralement que les cadres et directeurs coréens étaient les détenteurs du pouvoir. C'est donc leur autorité et leur pratique du pouvoir qui étaient vécues à la fois comme étrangères et néanmoins sur le modèle de l'oppression politique, comme si aucune médiation n'était capable de contenir cette dernière¹³.

On n'évoquera que très rapidement les situations de travail sur les chantiers de construction des maisons. Les équipes d'ouvriers auprès

13. Le contraste est maximal avec une enquête de terrain réalisée antérieurement dans un tout autre contexte, en Côte-d'Ivoire, où les relations de dépendance personnelles jouent pourtant un rôle essentiel mais donnent lieu à d'incessantes dénonciations et accusations. Les « expatriés » occupent une fonction de médiation essentielle puisqu'elle sert à saper l'autorité des cadres autochtones et, à travers elle, à mettre à distance la figure du pouvoir politique (cf. Bazin, 1998 ; pour une comparaison brève des situations Bazin, 2005).

desquels l'enquête a été menée sont composées d'une demi-douzaine à une quinzaine d'hommes, ayant quitté leur région d'origine et leur famille pour effectuer un travail saisonnier (de mars à décembre) sur les chantiers de Tachkent. Il s'agit principalement de maçons (qui coulent les fondations, élèvent les murs et posent la toiture) et de spécialistes du ciment (crépis des murs, entourage des portes et fenêtres, chapes sur les sols). Ils sont souvent issus d'un même quartier (*mahalla*), parfois de plusieurs localités proches les unes des autres. Les membres de certaines équipes sont tous apparentés entre eux, mais ce n'est pas la règle la plus générale. Ces groupes de travailleurs sont conduits par un chef d'équipe appelé *brigadir* et composés d'ouvriers-artisans confirmés (*usta*) et d'apprentis (*shogird*) désignés aussi comme assistants. Parmi eux figure en général un cuisinier. Les membres de ces équipes vivent entièrement sur les chantiers : ils dorment et mangent sur des aménagements précaires, parmi la poussière ; les dépenses sont réduites au maximum et la nourriture est pour cette raison le plus souvent rudimentaire et peu variée. Les déplacements dans la ville sont également limités au maximum. Ces équipes sont très mobiles, leur composition change constamment et il existe une continuité des déplacements entre la région d'origine, Tachkent, le Kazakhstan et la Russie.

S'il peut arriver que les propriétaires des maisons en construction gèrent directement le travail et l'achat des matériaux, ils ont le plus souvent recours à un maître d'œuvre. Celui-ci est donc un intermédiaire qui obtient les commandes, fournit du travail aux équipes d'ouvriers, contrôle la réalisation du labeur et gère l'approvisionnement en matériaux. Il reçoit le paiement du propriétaire et lorsque le travail est achevé, rétribue le *brigadir*, qui à son tour répartira l'argent parmi les membres de son équipe. De la sorte, des relations de dépendance tendent à s'instaurer entre les maîtres d'œuvre et les leaders des équipes d'ouvriers. Cette dépendance est parfois « totale » lorsque, par exemple, les ouvriers ou leur *brigadir* ne savent pas quel sera le montant de la rémunération que leur « accordera » le propriétaire ou le maître d'œuvre. Faute d'avoir la place d'approfondir et de détailler la logique des rapports de travail sur ces chantiers (les variations entre les groupes peuvent être importantes), on se bornera à souligner ce fait : au sein de ces équipes ou entre elles et leurs donneurs d'ordre, les rapports sont modelés comme relations de dépendance personnelle. Celles-ci sont prégnantes, en dépit de l'autonomie très grande que confère l'exercice d'un « travail privé » (autonomie très manifeste dans la relation d'enquête puisque l'ethnologue et son assistant n'éprouvent quasiment aucune restriction à arpenter les chantiers, tandis que la situation est tout autre dans ou autour des usines,

lieux évidemment plus fermés mais surtout où règne la peur de la répression).

Toutes ces situations de travail que nous avons décrites ne génèrent pas des catégories professionnelles fixes mais sont au contraire très perméables les unes vis-à-vis des autres et sont toutes articulées au milieu rural où les familles tentent de subsister de manière autarcique par la culture de leur parcelle de terre. De fait, en ce qui concerne spécifiquement les hommes, il existe une circulation très grande entre ces activités qui dessinent une sorte d'éventail des possibilités de trouver un revenu (auxquelles il faudrait ajouter le commerce sur les marchés). La mobilité est plus restreinte pour les femmes. Les trajectoires recueillies, y compris pour les individus les plus jeunes (la très grande majorité des personnes abordées ont moins de 25 ans), comportent fréquemment le passage par plusieurs de ces activités. Par exemple, parmi les ouvriers de l'entreprise de filage rencontrés en 2004 et suivis en 2005 figurait un homme qui rêvait de se lancer dans le commerce, avait quitté l'usine en pensant pouvoir rentrer dans les services de sécurité (ex-KGB), s'était replié sur la culture de subsistance de la parcelle de terre familiale puis, son épouse également ouvrière dans l'usine l'ayant quitté, était parvenu à se faire embaucher à nouveau dans l'usine. Un autre, habitant une localité au joli nom de Commune de Paris, avait quitté l'usine pour aller travailler plusieurs mois avec des hommes de son quartier sur des chantiers de construction au Kazakhstan et, depuis son retour, se consacrait à la culture de la parcelle familiale. Certains des jeunes ouvriers-artistes des équipes de construction avaient effectué des parcours similaires, passant, par exemple, de l'agriculture d'autosubsistance au kolkhoze, puis à l'usine textile de leur région d'origine (quasiment en cessation d'activité), se repliant sur la parcelle familiale avant de suivre des camarades du quartier sur les chantiers de Tachkent. Nombreux étaient les jeunes constructeurs de ces maisons qui étaient déjà allés à une ou plusieurs reprises travailler sur des chantiers au Kazakhstan ou en Russie. Il en va de même pour les *mardikor* dont les trajectoires présentent toutes des ruptures professionnelles : anciens kolkhoziens, ouvriers ou employés d'administration, ils trouvent des emplois journaliers sur des chantiers de construction et peuvent évidemment être amenés à changer d'activité selon les opportunités qui se présentent éventuellement à eux.

On ne développera pas dans le cadre de ce texte déjà très long l'analyse de l'usage qui est fait des revenus tirés de ces situations de travail. Il faudrait en effet entrer dans les détails d'une économie familiale complexe, impliquant différentes sources de revenus (pour les différentes personnes qui s'y rattachent) et différentes logiques de dépense selon les

situations familiales. Rappelons que si la pénurie de liquidités est une caractéristique structurelle d'ensemble de l'économie « politique » de l'Ouzbékistan, elle est particulièrement marquée en milieu rural où les rémunérations sont très faibles, voire inexistantes. Un jeune homme qui s'en va travailler sur des chantiers de Tachkent peut gagner en un mois cinquante ou cent fois plus que son père ou que sa mère qui entreraient au service d'un fermier. La différence est plus grande encore, naturellement, pour un travail équivalent au Kazakhstan ou en Russie : mais le risque est plus élevé de s'y faire tromper par les employeurs, ou rançonner par des policiers ou des douaniers et, finalement, de revenir sans le pécule escompté (j'ai relevé plusieurs récits de telles mésaventures). Quels que soient le degré de salarisation de ses membres et ses revenus, chaque unité familiale, en milieu rural, tente de subvenir à ses propres besoins alimentaires par la culture de la parcelle de terre qui lui est octroyée : légumes, blé (pour le pain), riz (dans certaines régions) voire plantes oléagineuses (sésame). Les dépenses sont donc réduites autant que possible pour ce qui concerne l'entretien quotidien de la famille, l'habillement ou même les frais liés à la scolarisation et aux études. Le motif de dépense le plus crucial socialement, et qui nécessite le plus gros apport monétaire est l'organisation des fêtes de mariage et de circoncision (désignées sous le même terme *to'y*). Elles jouent un rôle majeur dans l'actualisation des collectifs de parenté et de voisinage, voire des réseaux de pouvoir (Pétric, 2002b) et constituent à ce titre une norme inéluctable et problématique (parce que coûteuse), une obligation pesante pour les parents en même temps qu'un événement festif attendu et prisé. Le revenu tiré du travail n'est donc pas nécessairement destiné à couvrir les dépenses de subsistance du travailleur et de sa famille, même si, il faut le rappeler, les salaires ordinaires tels que ceux distribués par l'usine de filage (pourtant plutôt supérieurs à la moyenne) sont fréquemment trop faibles pour assurer à eux seuls la simple alimentation d'une famille. On peut citer en exemple le cas d'une ouvrière de cette usine de filage, dont le salaire avait été intégralement dépensé le lendemain même du jour de la paye, pour quelques réserves de nourriture (farine, huile, pommes de terre, riz, etc.) bien insuffisantes pour la nourrir elle-même, son mari et sa fille pendant un mois. En dehors de la nécessité d'assurer les dépenses quotidiennes, le mariage et les obligations qui lui sont liées constituent souvent l'essentiel des préoccupations exprimées par les ouvriers rencontrés, qu'il s'agisse, pour les plus jeunes d'entre eux, de leur propre mariage ou, pour les plus âgés, de celui de leurs enfants.

La norme générale invoquée est que les salaires des jeunes hommes ou jeunes femmes soient intégralement versés à leurs parents (en général

le père mais parfois aussi à la mère¹⁴) pour servir aux dépenses de subsistance de la famille, ou pour être économisé (notamment en vue d'un futur mariage, mais aussi pour reprendre des études, construire une maison, etc.). L'usage de cet argent, même lorsqu'il s'agit de l'économiser pour un objectif précis, est alors à la discrétion totale de la personne (le père ou la mère) à qui il a été confié. La plupart des travailleurs qui remettent ainsi leur revenu à l'un ou l'autre de leurs parents perdent tout contrôle sur l'usage qui est fait de cet argent ; beaucoup affirment ignorer s'il est économisé ou s'il va servir aux dépenses quotidiennes de la famille. Pour cette raison, le salarié subtilise parfois une fraction de son salaire avant de le remettre à ses parents pour des dépenses personnelles qui sont parfois autorisées par les parents, ou qui doivent demeurer marginales et clandestines. Une part de cet argent leur est parfois restituée par les parents, ou octroyés pour des dépenses personnelles. Ainsi, plusieurs des ouvriers d'une des équipes de maçons de Tachkent que j'ai suivis en juin 2005, de retour dans leur village d'origine, avaient confié leur salaire à leurs pères. Le lendemain de leur retour, plusieurs d'entre eux étaient allés au marché de la ville voisine accompagnés de leur mère : c'est celle-ci, grâce à l'argent confié par le père, qui leur a acheté quelques vêtements qu'ils se sont empressés d'exhiber dans leur village, ainsi que d'autres habits ou denrées alimentaires destinés aux autres membres de la famille.

Le revenu du travail ne permet donc pas en lui-même une autonomisation individuelle : l'argent issu d'un salaire individuel est replacé dans le cadre de la parenté et vient renforcer une dépendance très prononcée des jeunes à l'égard de leur milieu familial. Il devient en quelque sorte le signe même de la soumission des jeunes adultes salariés à l'égard de l'autorité de leurs parents. Ces jeunes adultes n'ont toute liberté de gérer leurs revenus que lorsqu'ils ont quitté le domicile parental et deviennent à leur tour des chefs de famille. Le champ familial est en effet marqué par l'autorité, parfois véritablement tyrannique, incarnée d'un côté par le chef de famille (le père, le mari, désigné comme *xo'jayin* : patron, propriétaire) et de l'autre côté par la mère vis-à-vis des épouses de ses fils (*kelin*). Le mariage, en particulier, est le moment crucial où s'affermite cette dépendance notamment du fait des dépenses et des échanges qu'il occasionne, impliquant toutes les branches de la parentèle ainsi que le voisinage. Il est en effet régi par un système d'obligations très codifiées qui nécessitent une dépense élevée en regard

14. Lorsque l'argent est confié à la mère, c'est souvent par défaut, lorsque le père est absent. Dans d'autres cas relativement fréquents, lorsque le père est présent et gère le « budget familial », l'argent est remis à la mère spécifiquement pour qu'elle l'économise.

des revenus (2 000 à 3 000 \$ dans ces milieux sociaux d'ouvriers-paysans) et qu'il faut donc pouvoir accumuler. Mais il suppose aussi l'entente entre les deux belles-familles matérialisée par des échanges complexes (biens rituels et cadeaux, dot, compensation matrimoniale : *qalin*¹⁵). Le mariage justifie donc la captation par les parents de l'intégralité du revenu des jeunes adultes qui vivent sous leur toit. Il signifie en outre, de manière explicite, l'asservissement d'une jeune femme qui devra obligatoirement habiter chez ses beaux-parents, « travailler¹⁶ » sous les ordres de sa belle-mère et servir l'ensemble de la famille. Très fréquemment, ce sont les parents du jeune homme, et tout spécialement sa mère, qui choisissent celle qui sera plutôt désignée comme belle-fille (*kelin*) que comme l'épouse de leur fils.

La très grande majorité des jeunes ouvriers rencontrés au cours de ces enquêtes se soumettent donc en général à l'autorité de leurs parents et en demeurent longtemps très dépendants. Les prestations monétaires — remise du salaire aux parents ; dépenses de subsistance des parents, dépenses cérémonielles notamment à l'occasion des *to'y*, fêtes de mariage et de circoncision — matérialisent en quelque sorte cette soumission à l'autorité. Invariablement, au fondement de ces postures d'obéissance est invoquée l'autorité incontournable de la coutume, des « traditions », auxquelles on ne peut déroger sous peine d'entacher l'honneur de la famille. Lorsque les interlocuteurs sont d'appartenance ouzbèke (beaucoup de salariés de l'usine de filage étudiée sont d'appartenance kazakhe), ces traditions sont le plus souvent ethnicisées à travers le terme *o'zbekchilik* que l'on pourrait traduire comme « les manières de faire ouzbèkes » (les autres appellations possibles en langue ouzbèke sont *urf-odatlar* ou *traditsiyalar*). Lorsque cette notion de tradition surgit dans les entretiens (pour expliquer par exemple l'impossibilité de refuser de se plier à un mariage arrangé par les parents), c'est en général pour désigner à la fois son poids écrasant et l'impossibilité de s'y soustraire : elle est donc évoquée le plus souvent comme une oppression subie et acceptée en tant que telle. Le mariage, moment d'intense dépense d'un argent laborieusement et patiemment accumulé, intervient donc comme la scène clé d'une actualisation des rapports d'obéissance, d'obligation et d'endettement (par les échanges mutuels) ; il déréalise et sacralise la figure de l'autorité en déplaçant l'oppression subie vers l'authenticité de traditions ethnicisées, intouchables parce qu'elles exprimeraient la

15. La répartition des dépenses et des obligations de dons et cadeaux varie selon les régions (voire les localités), les milieux sociaux, les appartenances identitaires.

16. Le travail domestique de la belle-fille dans la famille est désigné par les mêmes termes *ish* (travail), *ishmoq* (travailler) que le travail salarié ou « privé ».

« vérité » de l'identité contre l'aliénation antérieure à une puissance étrangère. Rappelons en effet que ces traditions qui étaient jadis attaquées par le pouvoir soviétique, sont aujourd'hui encouragées par le régime actuel dans le cadre de ses efforts de légitimation par l'autochtonie, l'identité et la « tradition ». Le mariage, ses systèmes d'obligations et d'endettement apparaissent, sous cet angle, comme l'un des points précis d'ancrage de la domination tyrannique de l'État dans les rapports sociaux.

Conclusion

Nous avons essayé de suivre les significations de la circulation de l'argent dans quelques rapports et situations clés de la société ouzbékistanaise contemporaine, à partir de scènes de travail. Bien entendu, cette tentative reste partielle, dans les perspectives ouvertes par une enquête ethnologique nécessairement circonscrite, ainsi que dans le cadre limité de ce chapitre. L'analyse de ces significations offre néanmoins un angle d'analyse de la manière dont se bâtit, dans la conjoncture contemporaine, la « souveraineté » d'un État à l'existence récente, issu de l'URSS, et se trouvant plongé dans une situation de déclin économique ininterrompu et de véritable blocage de la progression du marché. Dans cette atmosphère pesante, perçue comme catastrophique par beaucoup, dominée par la figure tyrannique de l'État qu'incarne la personne du président de la république, l'argent et son mode de circulation, marqué par la pénurie, viennent cristalliser une subordination vécue comme écrasante et inéluctable. Les représentations, qui se fixent sur l'argent, présentent alors les contradictions sociales non exprimées et un développement paradoxal dans le cadre de la globalisation. Cette dernière n'implique pas, dans l'évolution très spécifique et marginale que connaît l'Ouzbékistan, l'inscription dans le paysage social de nouvelles possibilités d'émancipation individuelle et collective qui s'exprimeraient à travers la progression des rapports marchands. Ceux-ci sont maintenus à la marge, et les usages monétaires dévoilent au contraire l'enfermement des acteurs dans des processus d'asservissement et de subordination. L'argent est en effet obtenu dans le cadre de rapports de travail construits comme rapports de soumission et de dépendance, puis replacé dans la sphère de la parenté, où il vient, par le biais du mariage, raffermir l'autorité des parents et leur réputation à l'intérieur d'un espace du voisinage marqué par le contrôle social qu'y exercent les anciens et les autorités de l'État.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BADIE B., 1999 : *Un monde sans souveraineté*, Paris, Fayard.
- BAZIN L., 1998 : *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- BAZIN L., 2003 : « Quelques éléments de clarification sur la globalisation », *CLES (Cahiers lillois d'économie et de sociologie)*, 40 : 175-194.
- BAZIN L., 2005 (entretien réalisé par SELIM M.) : « Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire », *Chimères*, 56 : 15-34.
- BAZIN L., SELIM M., 2001 : « Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam) », *Journal des anthropologues*, 87 : 109-137.
- BAZIN L., BENVENISTE A. et SELIM M., 2004 : « Immersions ethnologiques dans le monde global », *Journal des anthropologues*, 96-97 : 11-28.
- BAZIN L., GIBB R., SELIM M., 2007 : « Nationalisation et étatisation des identités dans le monde contemporain », *Journal des anthropologues*, n° hors-série : « Identités nationales d'État » : 7-35.
- CASTEL R., 1995 : *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard.
- HOURS B., 1998 : *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., 2002 : *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., 2005 : « Les ONG au service de la gouvernance globale. Le cas de l'Ouzbékistan », *Autrepart*, 35 : 115-126.
- LARUELLE M., 2004 : « Continuité des élites intellectuelles, continuité des problématiques identitaires. Ethnologie et « ethnogenèse » à l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan », *Cahiers d'Asie centrale*, IFEAC - Edisud n° 13-14 : 45-76.
- LARUELLE, M., 2005 : « Ethnologie, question nationale et État dans l'Ouzbékistan contemporain. Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan », *Journal des anthropologues*, Paris, 100-101 : 329-347.
- Le Courrier des pays de l'Est*, 2001 : « Les pays de la CEI 2000-2001 ». « Le 11 septembre, une date charnière », n° 1020. Paris, La Documentation française.
- LORDON F., 2000 : *Fonds de pension, piège à cons ?* Paris, Raison d'agir.

- ORLÉAN A., 1999 : *Le pouvoir de la finance.*, Paris, Odile Jacob.
- PÉTRIC B.-M., 2002a : « La mahalla vecteur de construction d'un imaginaire national dans l'Ouzbékistan postsoviétique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 33 : 243-266.
- PÉTRIC, B., 2002b : Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique. Paris, PUF.
- ROY O., 1997 : *La nouvelle Asie centrale, ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil.
- SELIM M., 2005 : « Travail, idéologie et réflexivité dans le cadre de la globalisation. Perspectives comparatives », Hernandez V., Ould-Ahmed P., Papail J., Phélinas P. : *L'action collective à l'épreuve de la globalisation* :205-234.
- THÉRET B., 2002 : « Mondialisation, souveraineté et fédéralisme. Quelques réflexions à propos du Canada et de l'Union européenne », *Correspondances*, 72, Tunis, IRMC disponible sur : <<http://www.irmcmaghreb.org/corres/textestheret.htm>>

Bazin Laurent (2008)

Le salaire de la peur : travail, état, dépendances et circulation monétaire en Ouzbékistan

In : Baumann Eveline (dir.), Bazin Laurent (dir.), Ould Ahmed Pepita (dir.), Phélinas Pascale (dir.), Selim Monique (dir.), Sobel R. (dir.). *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*

Paris : L'Harmattan, p. 291-318. (Questions Contemporaines.Série Globalisation et Sciences)

ISBN 978-2-296-05687-2